

Les faits

Les chiffres et comparaisons sur l'augmentation des inégalités sont tellement nombreux qu'on s'y perd un peu. Retenons-en deux, qui donnent à eux seuls la bonne mesure de ce fossé grandissant entre richesse extrême et pauvreté criante.

1% versus 99%. Comme nous le suggère le titre de l'exposition, nous vivons depuis 2015 dans un monde où les 1% les plus riches de l'humanité détiennent autant que les 99 autres. Cette grande majorité de l'humanité doit dès lors se contenter du partage de l'autre moitié des richesses mondiales¹.

8 personnes versus la moitié de l'humanité. En 2016, 8 êtres humains – 8 têtes, 8 corps, 16 bras et 16 jambes, pouvant tous entrer dans un même minibus – détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. 8 individus sont aussi riches que 3 750 000 000 d'individus réunis... ça donne le tournis ! Ces chiffres de concentration des richesses augmentent chaque année : en 2015, il fallait les 67 personnes les plus riches pour arriver à ce seuil, ils sont 8 en 2016.

La richesse mondiale a plus que doublé ces 30 dernières années mais pourtant, une personne sur 8 souffre toujours de sous-alimentation et se couche le ventre vide. Dans la quasi-totalité des pays du monde, les inégalités sont plus importantes qu'il y a 25 ans.

Mais est-ce vraiment un problème d'avoir des super-riches ? Sont-ils responsables de tous les maux ?

On peut souvent entendre que les personnes très riches ont fait un travail énorme pour arriver là où elles en sont aujourd'hui et contribuent beaucoup à l'économie, en investissant, en consommant. Déjà, il est à noter que, bien que certaines personnes soient parties de rien pour construire leur empire économique, une partie non négligeable des richesses se transmet de génération en génération.

Ensuite, l'effet de ruissellement défendu pendant longtemps par de nombreux économistes et institutions, qui voudrait que le développement des plus riches ruisselle sur l'ensemble de la société et enrichit donc cette dernière dans son ensemble, a de sérieuses limites. En effet, la concentration extrême de richesse est un non-sens économique : de nombreuses recherches indiquent que la multiplication des milliardaires ralentit la croissance d'un pays, et que les pays moins inégalitaires ont une croissance plus forte et plus durable.

Enfin, retenons un mot, la durabilité : face aux limites de la planète que nous dépassons déjà outrageusement, le gâteau des richesses mondiales ne pourra pas grandir exponentiellement et indéfiniment sans créer de graves déséquilibres environnementaux. Il est donc important de s'attaquer aux inégalités plutôt que de rêver que nous pourrions tous avoir un jour le niveau de vie d'un milliardaire.

Les 1% des plus riches ne sont pas responsables de tous les maux, c'est l'accroissement des richesses dans peu de mains et le déséquilibre croissant que cela entraîne qui est dangereux pour nos sociétés. En permanente recherche de profits en hausse, d'une fiscalité optimale, les plus riches reproduisent un système qui les favorise largement.

¹ La plupart des données chiffrées utilisées dans ce texte proviennent de : Oxfam International, « Une économie au service des 99% », janvier 2017

Notre système économique tournerait au bénéfice des plus aisés ? Comment cela se fait-il ?

Dans notre système économique libéralisé et mondialisé, les entreprises transnationales se sont affranchies des frontières étatiques et jouent de leur mobilité pour mettre en concurrence la fiscalité, les droits du travail et mettre la pression sur le niveau de salaire. Elles ont acquis un pouvoir financier énorme qui leur permet de faire pression sur les règles du jeu. Dans notre monde actuel, le chiffre d'affaires cumulé des 10 plus grandes entreprises est plus élevé que le budget cumulé de 180 Etats, cette comparaison permet de donner un ordre d'idée.



Ce système a été mis en place par les Etats, qui ont donc une large responsabilité dans la façon dont fonctionne l'économie mondialisée aujourd'hui. Il ne faut pas négliger la proximité qui peut exister entre l'élite économique et les décideurs politiques, qui sont parfois tout simplement les mêmes personnes ou en tout cas développent une grande proximité. Ces relations très étroites qui existent entre les super-riches et les Etats, au Nord et au Sud, est dénommée « capitalisme de connivence ». Les entreprises et élites économiques usent en effet de leur pouvoir démesuré et de leur influence pour que les décisions politiques nationales et internationales leur soient favorables et leur permettent de s'enrichir encore plus. Avant le lancement des négociations du TTIP, accord de libre-échange entre l'Union Européenne et les Etats-Unis, plus de 90% des réunions tenues par la Commission européenne avec des « parties prenantes » se sont tenues avec des représentants du business. L'industrie financière dépenserait annuellement 120 millions d'euros par an pour influencer les législations européennes, employant plus de 1700 lobbyistes pour ce faire. Cette même industrie financière consacre 30 fois plus de moyens financiers à ses activités de lobbying que les groupes qui promeuvent la régulation des banques.

Aujourd'hui, la distribution des bénéfices d'une entreprise est bien différente d'il y a quelques décennies : optimiser la rentabilité pour les actionnaires est devenu la priorité des entreprises. Au Royaume-Uni par exemple, la part des bénéfices revenant aux actionnaires étaient de 10% en 1970, cette part est aujourd'hui de 70%. Cette tendance est généralisée au niveau mondial et la plus grande part de plus-value n'est donc ni investie dans la société, ni redistribuée aux travailleurs mais va directement aux actionnaires, cette hausse de la rentabilité pour les actionnaires profite directement aux plus riches.

L'évasion et l'optimisation fiscale sont un autre pan important de ce système économique inégalitaire. L'évasion fiscale, qui permet de soustraire de l'argent à l'impôt, serait responsable chaque année de 100 milliards d'euros de perte nette rien que dans les pays du Sud, pays qui en ont pourtant bien besoin pour financer la santé, l'éducation et autres services collectifs. L'évasion fiscale et l'optimisation fiscale, accessibles uniquement à une minorité d'individus et d'entreprises qui a des moyens importants, permettent aux plus riches d'éviter de participer à l'effort collectif². Au-delà de ces mécanismes, on constate que, suite à la mise en concurrence des différents systèmes fiscaux, les taux d'imposition sur les sociétés sont en baisse partout dans le monde, il en va de même des taux d'imposition sur les fortunes et sur les revenus les plus élevés.



On continue ?

Les inégalités sont mauvaises à de nombreux égards. Comme nous l'avons vu plus tôt, elles sont déjà mauvaises pour la croissance économique.

Elles sont également un facteur qui favorise la corruption : les sociétés plus inégalitaires recourent à la corruption de manière plus large.

Les inégalités renforcent les inégalités de genre : les écarts de salaire grandissants n'affectent pas les hommes et les femmes de la même manière et ce sont les femmes qui ont le plus de chances de se retrouver en bas de l'échelle salariale.

Les inégalités sont également mauvaises pour l'environnement : les recherches démontrent que les sociétés inégalitaires ont tendance à détruire plus intensément leur environnement³.

De plus, il est impossible de lutter contre la pauvreté sans s'attaquer à cette question des inégalités, qui entravent l'accès aux soins de santé et à l'éducation.

² Les entreprises recourent à de complexes systèmes d'ingénierie fiscale pour jouer sur les différences entre les Etats et réduire au maximum leurs impôts. Ainsi, en 2014, la célèbre marque à la pomme aurait été imposée à seulement 0,005% de ses bénéfices en Europe, alors qu'une entreprise de type PME en Belgique paie un impôt de 33,99% sur ses bénéfices.

³ ZACHARIE, Arnaud, « Enrayer les inégalités mondiales », Imagine Demain le Monde, mars 2016

Enfin, les inégalités renforcent l'insécurité et empêchent la mise en place d'une société apaisée. Les pays d'Amérique latine, parmi les plus inégalitaires au monde, sont également ceux qui font face à des taux de criminalité importants. Quiconque détient un peu d'argent doit se barricader et investir dans d'importants systèmes de sécurité. Est-ce le monde dans lequel nous désirons vivre ?



Beaucoup d'acteurs et d'institutions dénoncent aujourd'hui cette aggravation des inégalités. Depuis trois ans, la Banque Mondiale a d'ailleurs ajouté à son objectif d'éradication de la pauvreté la nécessité de partager la prospérité. Même le forum économique de Davos, haut lieu de rassemblement du pouvoir économique international, a identifié les inégalités économiques comme une menace pour la stabilité sociale. Les nouveaux objectifs du développement durable (ODD) adoptés par la communauté internationale en 2015 citent d'ailleurs parmi les 17 objectifs celui de réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre.

Comment changer la donne ?

Des politiques publiques volontaristes sont nécessaires pour mettre fin à ces hauts niveaux d'inégalité. Politiques publiques décidées par des représentants à l'écoute de toutes et tous et pas seulement des puissants lobbies. Face à un système mondialisé, les Etats doivent coopérer et non pas se faire concurrence comme c'est le cas aujourd'hui. Cette compétition entre Etats et cette course vers le bas de la fiscalité et des droits des travailleurs n'est bénéfique qu'à une minorité.

La mise en place de systèmes de protection sociale est un moyen de lutter contre la pauvreté et d'effectuer une redistribution des richesses. Ces systèmes doivent être généralisés dans l'ensemble des pays pour lutter contre les inégalités.

La justice fiscale est également importante pour construire un monde plus juste et moins inégalitaire. De nombreux chantiers sont nécessaires à ce niveau : lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale, instaurer une véritable taxe sur les transactions financières, rééquilibrer la distribution des revenus du capital et du travail, soumettre les sociétés transnationales au respect des normes internationales du droit du travail et au respect de l'environnement, harmoniser les règles fiscales au niveau régional, ou encore augmenter les tranches d'impôts sur les hauts revenus.

Sur toutes ces questions, le citoyen a un rôle central par le choix qu'il effectue lorsqu'il vote mais également par tout ce qu'il peut utiliser comme moyen d'actions pour faire avancer ces sujets en dehors de l'élection. La taxe sur les transactions financières, par exemple, bien qu'elle soit toujours en négociation et peu ambitieuse actuellement au niveau européen, est une idée qui a été lancée et poussée par les citoyens jusqu'à ce qu'elle devienne aujourd'hui une véritable option politique pour les décideurs. Nous avons la capacité de faire pression sur nos décideurs, il est important d'utiliser cette capacité au maximum pour tendre vers une société moins inégalitaire.

Pour ce faire, s'informer sur les différents mécanismes qui créent les inégalités est un premier pas pour comprendre le monde et identifier les solutions. Ensuite, participer à des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer est un moyen important, cela permet de mettre en lumière certains mécanismes qui créent des inégalités, de faire sortir de l'ombre certaines décisions ou négociations qui renforcent le modèle inégalitaire, de pousser les représentants politiques à se positionner sur certains sujets et à prendre leurs responsabilités. Enfin, soutenir des associations qui poussent les Etats à adopter une politique moins inégalitaire au Nord et au Sud, comme le CNCD-11.11.11, est également un moyen à la portée des citoyens.

Loin d'être une fatalité, de nombreux choix politiques peuvent favoriser une diminution des inégalités et une prospérité partagée, à nous de construire le monde que nous désirons !

CNCD 11.11.11